



APPEL A LA MOBILISATION SOCIALE ET CITOYENNE POUR L'EGALITE ET L'ATTRACTIVITE A MAYOTTE

La CGT Educ'action appelle, au côté de la CGT'Ma, tous les Mahorais de naissance, de cœur ou d'adoption à rejoindre le **grand mouvement social et citoyen** du 3 novembre 2015 pour envoyer, haut et fort, un nouveau message d'alerte au Gouvernement sur la situation de l'île.

Si loin de Paris, pour nous faire entendre, **il faut que nous soyons nombreux et réunis**. Il faut que notre message puisse parcourir des milliers de kilomètres et pousser nos gouvernants à prendre enfin les mesures nécessaires pour l'amélioration des conditions de vie et de travail à Mayotte.

Le 29 septembre dernier, nous avons eu la preuve lors de la clause de revoyure que le Gouvernement avait décidé d'abandonner Mayotte : aucune remontée n'avait été reçue à Paris suite aux réunions locales et « les experts » ont conclu par un renvoi sans préavis des questions à l'automne 2017, soit après l'élection présidentielle !! La grève qui a suivi dans le 1^{er} et 2nd degré de l'Education Nationale fût le 1^{er} coup de semonce en réponse à cette désinvolture, mais le combat continue...

Les habitants de Mayotte sont fatigués de voir leur île abandonnée à elle-même !

Il y a urgence à déclencher le plan d'envergure que mérite ce territoire oublié, il est plus que temps de débloquer des fonds suffisants pour investir dans l'avenir.

C'est le prix à payer par la Nation toute entière pour relever Mayotte, à genou depuis trop longtemps. La France doit prendre ses responsabilités face aux enjeux et doit cesser de se cacher derrière l'Europe pour agir. Les enjeux sont nombreux, mais l'objectif est simple : **sortir Mayotte de la « sous France »**.

A Mayotte, la souffrance est généralisée. Les habitants les plus fragiles sont évidemment

ceux pour qui nous devons nous battre et ils sont très nombreux, trop nombreux.

Ce combat s'appuie sur une revendication unitaire et préalable : l'exigence de services publics de qualité.

Sans éducation, l'accès à l'emploi restera un parcours du combattant. Sans justice, pas d'espoir de réinsertion pour ceux qui sont tentés par les actes de délinquance, trop souvent des jeunes désœuvrés. Sans politique humaine d'immigration, sans contrôle du respect de la législation sociale, sans logement décent, sans accès à l'eau... sans respect des droits des travailleurs et des enfants, sans action forte en faveur de l'environnement, Mayotte s'enfoncé à vue d'œil dans le chaos. Les natifs de l'île, lorsqu'ils la quittent, ont bien du mal à y revenir : pas de travail, pas de sécurité, pas d'égalité des droits... la qualité de vie s'est dégradée.

Pour sortir Mayotte de l'enlisement, **Mayotte doit intégrer à part entière la France** de la République, et ça doit se voir !

La France, c'est l'égalité : combien faut-il attendre encore avant que les Mahoraises et les Mahorais ne soient plus traités comme des sous-citoyens ? Parce que l'égalité ne suffira pas, nous voulons la mise en œuvre d'une politique publique de l'équité pour **donner plus à ceux qui ont moins**. Ceux qui n'ont presque rien aujourd'hui sont ceux qui demain auront encore moins. C'est inacceptable !

La France, c'est la liberté : doit-on accepter encore longtemps ce système éducatif inadapté, dépassé et indigne incapable d'offrir à chacun les fondamentaux pour devenir un citoyen libre et éclairé ? Faut-il vivre et travailler toute sa vie à Mayotte derrière des clôtures, barbelés et barreaux sans pour autant être à l'abri des cambriolages et des agressions à répétition ?

L'éducation et la sécurité sont des enjeux majeurs, pourtant gérés à la petite semaine...

La France, c'est la fraternité : lorsque le pays est riche et qu'il ose encore protéger les plus aisés, il n'est plus question de rester les bras croisés quand **les populations les plus vulnérables doivent tendre la main pour quelques miettes**. La solidarité nationale reste insuffisante. Ceux qui osent dire qu'il y a suffisamment assez d'argent public investi sur le territoire, qu'ils nous expliquent alors pourquoi personne ne voit les effets !

Quatre ans après la « grève des 40 jours » qui a marqué les esprits, la situation n'a pas changé, les problèmes n'ont fait que s'aggraver.

Nos hommes et femmes politiques, planqués dans les salons parisiens ou d'Air Austral, se complaisent avec leurs beaux discours, relayés par les hauts-fonctionnaires de passage... Nous ne sommes pas dupes !

Citoyen(ne)s, salarié(e)s, fonctionnaires, précaires, tous ensemble... Dépassons le temps de l'indignation ! Toute personne connaissant ou vivant à Mayotte est forcément indignée. **L'Etat doit nous entendre, entendre cette indignation collective!** Il est l'heure de dire à ceux qui gouvernent, qu'il n'est plus question de réfléchir, de se réunir, de rédiger de beaux rapports, de payer des missions inutiles : **trop de temps perdu !**

Aux urgences, chaque minute compte pour sauver le patient. Gouverner, c'est choisir... Pour nous, il n'y a qu'un choix possible : il faut sauver Mayotte.

Vous aussi, rejoignez la mobilisation !

GREVE GENERALE

Préavis partout !

Public / Privé : tous ensemble !!

Mayotte à l'arrêt total

Rv à Mamoudzou - le 3 novembre 2015